

LA GRÈVE DU SNAPAP SE POURSUIVRA AUJOURD'HUI ET DEMAIN**Paralysie de l'administration**

Pari tenu pour le Syndicat national du personnel de l'administration publique (Snapap). Les fonctionnaires ont massivement répondu à l'appel à la grève. 36 secteurs d'activité dont la santé, l'intérieur, l'action sociale, l'urbanisme et l'éducation nationale ont été paralysés au premier jour d'une grève qui ne prendra fin que demain.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les travailleurs des différentes institutions se sont mobilisés hier au premier jour du débrayage auquel avait appelé le Snapap. Le syndicat autonome estime le taux de suivi à 75% dans pas moins de 36 secteurs dont les collectivités locales, l'intérieur, la santé, l'éducation, l'action sociale, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, l'urbanisme et l'hydraulique.

A Alger, les travailleurs de l'Université Houari-Boumediène, de l'Ecole d'architecture, de l'hôpital de Zimirli ou celui de Belfort ont cessé toute activité. Aujourd'hui et demain, les fonctionnaires poursuivront leur mouvement. Le chargé de la communication du Snapap, M. Hamrani, a indiqué hier s'attendre à une plus forte mobilisation au deuxième jour de la grève tout en indiquant que son syndicat restait ouvert au dialogue pour peu que les pouvoirs publics se montrent disposés à ouvrir les négociations. Au terme de ces trois jours de débrayage, le Snapap tiendra un conseil national pour décider des suites à donner à son mouvement. A l'origine de ce débrayage une plateforme de onze points non satisfaite et soumise à plusieurs départements ministériels concernés. En tête de liste de ces revendications, la réhabilitation des corps communs qui selon, le Snapap, font partie de la catégorie la plus marginalisée de la Fonction publique.

Le syndicat autonome considère en effet que les chauffeurs, les agents administratifs et les gardiens, pour ne citer que ceux-là, sont lésés au mépris de la loi qui évoque une égalité entre les fonctionnaires. Pour mettre fin à cette situation inique, le syndicat revendique la révision du décret exécutif relatif au statut particulier

des fonctionnaires appartenant aux corps communs et celui relatif au statut particulier des travailleurs professionnels, chauffeurs et gardiens ainsi que le régime indemnitaire les concernant. Mais ce n'est pas la seule préoccupation du syndicat autonome qui revendique le relèvement de la prime de rentabilité, la promotion de manière automatique des employés ayant dix années d'expérience, le classement des titulaires de DEUA à la onzième catégorie au lieu de la dixième actuellement. Le Snapap appelle également à la révision du statut particulier des agents de sécurité et à la titularisation des contractuels qui sont, selon les statistiques du Snapap, au nombre de 300 000. Il



Les travailleurs de la santé ont répondu à l'appel de la grève.

Photos : Samir Sid

exige la proposition d'emplois stables aux 600 000 fonctionnaires recrutés dans le cadre du pré-emploi.

Le syndicaliste estime que cette proposition est réalisable au

regard des statistiques qui font état du départ à la retraite de 20% des fonctionnaires dans les cinq années à venir. Il insiste également sur la nécessité d'abroger l'article 87 bis qui freine toute réal-

le augmentation de salaires. Mobilisés pour la satisfaction de cette plateforme, les fonctionnaires poursuivront leur mouvement aujourd'hui et demain.

N. I.

PROJET D'UN PARTI SALAFISTE**Du minbar à l'arène politique**

Les salafistes algériens reprennent du poil de la bête. Ils font, ces derniers temps, beaucoup de bruit autour non point de la réanimation de quelques ligues dormantes mais à propos de leur prétention à participer à la vie politique partisane. Le rôle d'hérait et d'agitateur en chef est assumé par Cheikh Abdelfattah Zaraoui Hamadache, le porte-parole d'un parti en gestation, le Front de la sahwa islamique salafiste algérien. Quel oracle ce dernier aurait-il entendu pour ainsi s'afficher subitement dans un militantisme débordant ?

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La loi sur les partis politiques, qui interdit formellement la création d'un parti sur des bases religieuses, ne semble pas tempérer les ardeurs du salafiste Hamadache qui projette de passer de la prédication au militantisme partisan. L'idée est bien ancrée dans sa tête et le projet paraît bien avancé.

Cheikh Hamadache et ses ouailles avaient prévu de tenir une assemblée générale constitutive du Front de la sahwa islamique salafiste algérien samedi dernier. Faute d'autorisation, le conclave

n'a pu être organisé. Les services de la wilaya d'Alger ont dit niet à cette initiative. Cheikh Hamadache ne se contente pas d'en prendre acte et s'en retourner à la prédication. Il compte demander audience au wali d'Alger et au ministre de l'Intérieur. Il dit vouloir des explications sur le refus opposé à sa demande de réunir ses partisans en vue de fonder un parti politique. «Si le refus est d'ordre technique, on demandera de nous fixer une autre date pour la tenue de l'assemblée générale constitutive, sinon qu'on nous dise s'il

s'agit d'un refus de création d'un parti politique.» On le voit, Hamadache n'entend pas renoncer à son projet. Un projet qui soulève une multitude de questions, notamment sur le timing de son annonce publique et la concomitance de cette dernière avec la furie d'une trentaine de salafistes contre un salon de thé dans le quartier huppé et branché de Saïd Hamdine (Hydra).

En effet, samedi, aux environs de 17 heures, un groupe d'une trentaine de militants salafistes tout excités a pointé devant l'établissement pour réclamer sa fermeture au prétexte que sa clientèle, de jeunes couples, n'est pas du goût des nervis en kamis et barbes hirsutes. «Cet endroit de débauche doit fermer. Nous voulons chasser ces couples qui viennent ici commettre le péché.»

Cette descente, qui intervient le jour même où devait être pro-

clamée la naissance d'un parti salafiste, est une violence pratiquée par l'ex-Fis les premiers mois qui ont précédé sa légalisation. Les polices islamiques, rappelons-le, sévissaient dans les campus universitaires et les jardins publics où elles menaient la chasse aux couples. Etrange similitude avec ce qui vient de se passer à Saïd Hamdine. Mais aussi ce qui se passe en Tunisie ou, à l'ombre d'un pouvoir complaisant, les salafistes bombent le torse. D'ailleurs, il est donné de supposer que le re-bourgeoisement du salafisme en Algérie est aimanté par la poussée du même courant dans la Tunisie voisine. Le salafisme bénéficie-t-il, ici, cependant, d'attitudes complaisantes ? L'administration ne semble pas engagée à baliser le terrain devant son émancipation partisane. Du moins, pour le moment.

S. A. I.

PLUSIEURS SEMAINES APRÈS LA RÉUSSITE DE L'OPÉRATION ANTITERRORISTE D'IN AMÉNAS**Bouteflika rend hommage à l'ANP**

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué, lundi à Annaba, que la volonté qui a animé les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la bataille d'In Aménas a prouvé qu'ils sont les dignes héritiers de l'Armée de libération nationale (ALN). «Il n'est point exagéré de dire que la volonté qui a animé nos braves soldats dans la grande bataille d'In Aménas contre les forces du mal et de la destruction est l'illustration même du legs hérité des chouchada», a indiqué le président Bouteflika dans une allocution lue en son nom par le conseiller auprès de la présidence de la République, Mohamed Ali Boughazi, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid.

«Les héros de cette bataille ont prouvé, par leur efficacité, leur précision, leur professionnalisme et leur triomphe, qu'ils sont les successeurs incontestés et incontestables de nos valeureux chouchada et que l'Armée nationale populaire est véritablement la digne héritière de l'Armée de libération nationale et le porte-étendard de la victoire et du triomphe dans toutes les batailles dans lesquelles s'engage la nation pour protéger sa sécurité, sa stabilité et sa souveraineté», a ajouté le président de la République.

ALORS QUE L'OPÉRATION DE RATISSAGE SE POURSUIT TOUJOURS**Découverte d'un dépôt régional de vivres dans une casemate à Bouira**

Poursuivant leur opération de ratissage dans la vaste région de Tamellahth, comprise entre les communes d'El-Adjiba, Ouled Rached et Ahnif, sur une vingtaine de kilomètres carrés, et à 30 km au sud-est de Bouira, les forces de l'ANP, qui étaient déployées en nombre important depuis jeudi dernier, soit au lendemain de l'accrochage où fut abattu un terroriste, ont découvert dimanche dernier, une casemate dans laquelle se trouvait une quantité importante de vivres et de la literie, a-t-on appris hier lundi de source sécuritaire sûre.

La quantité de vivres découverte dans cette casemate, et qui a nécessité pour son transfert à Bouira, un camion de gros tonnage, laisse penser à un dépôt régional. D'aucuns n'hésitent pas à faire le lien avec les révélations faites récemment par un terroriste arrêté dans une ville du Sud algérien à bord d'un camion chargé

d'armement destiné, selon ses propres aveux, aux terroristes activant dans la wilaya de Bouira.

En effet, selon des recoupements, les terroristes d'Aqmi auraient prévu une autre base arrière dans la wilaya de Bouira, plus particulièrement dans la vaste forêt de Tamellahth. Cependant, la vigilance des élé-

ments de l'ANP avait déjoué ce plan macabre.

En effet, juste après l'apparition d'un important groupe terroriste transnational à l'automne dernier, les forces de l'ANP ont aussitôt renforcé leur présence sur ce vaste territoire en multipliant les embuscades et autres opérations de ratissage qui se sont soldées, jusqu'à présent, par l'élimination de plusieurs terroristes.

Aussi, et partant de ce constat, tout porte à croire que ce dépôt, que certaines sources sécuritaires qualifient de véritable dépôt régional, aurait été préparé depuis plusieurs mois.

H. M.